

la Lettre du Maroc

BULLETIN DU PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE

LE 4^e CONGRES DU P.A.D.S (24,25,26 DECEMBRE 1993) OU LA CONSECRATION D'UNE LONGUE MARCHÉ

Le Parti de l'Avant-garde Démocratique Socialiste, s'apprête à tenir son 4^e Congrès national légitime les 24,25 et 26 décembre prochain.

Fondé en 1959 par notre leader défunt, Mehdi Benbarka, notre parti a derrière lui près de 35 années d'expérience, et de lutte pour la Libération, la Démocratie et le Socialisme. Les sacrifices qu'il a consentis pour que triomphent ces nobles objectifs, ne se comptent plus en nombre de militants martyrs, exécutés ou assassinés, disparus, exilés, ou emprisonnés pour des durées qui totalisent plusieurs siècles...

Ces lourds sacrifices n'ont d'égal que la ferme volonté du P.A.D.S. à continuer la lutte démocratique, sans compromission ni nihilisme, pour mettre un terme à la domination du néocolonialisme et de l'autocratie, et construire un Maroc enfin libre et démocratique.

La longue expérience qui est derrière nous n'est pas seulement riche en sacrifices et en leçons de ténacité et de courage politique, elle l'est également sur le plan des enseignements idéologiques, politiques et organisationnels. Notre parti ne manquera pas de capitaliser ces enseignements lors de son 4^e Congrès, et de les cristalliser dans sa pratique quotidienne.

Notre conviction dans le socialisme scientifique, à la lumière du cheminement propre de notre parti, et des derniers développements sur la scène internationale, n'a fait que s'affermir et se confirmer. Notre parti a adopté cette idéologie non pas comme un dogme figé, ou sur la base d'une affiliation à quelque chapelle que ce soit, mais comme une science vivante et éminemment dialectique; et avant tout comme un choix qui s'est imposé historiquement à lui.

En effet, notre parti qui incarne la continuité du mouvement de libération populaire, est porteur des acquis progressistes de ce dernier. Et

l'approfondissement de ces acquis l'a mené de façon "naturelle" au socialisme scientifique qui est historiquement et universellement l'héritier légitime de toute pensée progressiste historique authentique...

Sur le plan politique, la ligne démocratique militante de notre parti s'est vue confirmée par les faits. En boycottant la dernière mascarade électorale, en revendiquant haut et fort une assemblée constituante librement élue, pour établir la souveraineté populaire bafouée et les fondements d'une vraie démocratie, il a non seulement renoué avec sa tradition militante, mais s'est trouvé en plein accord avec les aspirations de notre peuple.

Mais la longue marche de notre parti n'a pas été exempte de déviations, de luttes internes, et de reflux momentanés. Durant un processus d'un quart de siècle, il a dû faire face à toute forme de déviations et de stratégies contraires: populisme, putschisme, réformisme, trad-unioinisme, gauchisme... Il a ainsi vécu des scissions menées d'en haut ou à la base par ces différents courants (qui ont leurs raisons historiques et objectives d'exister). Mais les clarifications successives que ces scissions ont engendrées, lui ont permis d'atteindre la maturité dans la clarté de ses options fondamentales.

C'est cette riche expérience que notre parti entend affirmer et partager avec notre peuple, ainsi qu'avec ses alliés, amis et frères à travers le monde. Telle est l'un des objectifs de notre 4^e Congrès qui ne manquera pas par ailleurs d'approfondir les choix du parti sur les plans idéologique, politique, d'organisation et d'action au service de notre peuple; consacrant ainsi son slogan central:

LIBERATION-DEMOCRATIE-SOCIALISME □

PARLEMENT EUROPEEN: NOUVELLE CONDAMNATION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME AU MAROC

Dans une résolution commune aux groupes Socialiste, Verts, Arc-en-Ciel et Coalition des Gauches, l'Europarlement a condamné une fois de plus, le jeudi 18 novembre 1993, les violations des Droits de l'Homme au Maroc.

Il a rappelé que le Maroc a ratifié les deux pactes internationaux relatifs aux Droits de l'Homme et qu'il vient de ratifier la Convention Internationale contre la torture ainsi que la Convention Internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes. Dans ces circonstances, le Parlement des Douze estime inadmissible que de nombreux prisonniers politiques soient toujours détenus au Maroc et que parmi eux il en soit un qui compte plusieurs années de traitements inhumains, cruels et dégradants, Ahmed KHYAR, détenu à la prison centrale de Kénitra depuis 1972.

Le texte de la résolution attire également l'attention sur le grave état de santé de Abdelhaq ROUISSI qui avait "disparu" le 4 octobre 1964 et se trouve toujours en détention secrète.

Le Parlement Européen rappelle aussi les cas de Houcine EL MANOUZI et Belkacem OUAZZANE, portés "disparus" respectivement depuis 1982 et 1973, ainsi que les enfants du Général OUFKIR, toujours privés de leur totale liberté malgré les engagements officiels du pouvoir marocain à ce sujet.

Après avoir condamné les conditions de détention, la torture et les disparitions, le Parlement Européen :

"demande au gouvernement marocain de faire toute la vérité sur le sort des "disparus", de ne plus mettre d'entraves à la liberté de circulation faites aux personnes récemment élargies, de mettre un terme à l'emprisonnement politique, aux séquestrations illégales et aux restrictions des libertés fondamentales, dans le respect des conventions internationales dont il est signataire ;

demande aux instances de l'Union Européenne et aux gouvernements des Etats Membres de tout mettre en oeuvre, dans le cadre des relations politiques, économiques et commerciales, pour obliger le gouvernement marocain à libérer tous ceux qui

ont été emprisonnés pour leur activité politique ou syndicale et à mettre fin aux violations des Droits de l'Homme ;

charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux Etats Membres et au Gouvernement du Maroc."□

L'AMDH DENONCE LES VIOLATIONS FLAGRANTES DU "DROIT A LA VIE" AU MAROC

S'il est un des droits de l'homme les plus nobles et en même temps les plus inaliénables, c'est le droit à la vie. Pourtant ce droit est constamment violé par les autorités de notre pays, alors que tout pouvoir qui se respecte est sensé garantir la sécurité des citoyens.

Comme le rappelle l'Association Marocaine des Droits de l'Homme (AMDH) dans son communiqué du 23 octobre dernier, nombreuses sont les personnes interpellées qui rendent l'âme ou se "suicident" dans les multiples et divers centres de détention au Maroc, suite à des interrogatoires musclés où différentes formes de torture sont de mise pendant la garde à vue.

Le décès dernièrement de Messieurs HAMZAOUI à Khénifra, BENTAOUIT et Mounir IZAAJ à Tanger sont des exemples accablants pour les autorités, qui en outre exercent toutes sortes de pression sur les familles afin de les empêcher de mener des enquêtes ou d'entamer des procédures judiciaires qui dévoileraient les faits.

Par ailleurs, le phénomène de "disparition" au Maroc continue de susciter de graves inquiétudes. Car, si plusieurs cas sont fort connus et de notoriété publique à l'échelon international (Houcine EL MANOUZI, Abdelhaq ROUISSI...), l'AMDH en a recensé d'autres plus récents comme Boujemaa KBAZ ou Youssef SAID disparus respectivement en 1981 et 1989.

L'AMDH dénonce également dans son communiqué, la situation des prisons officielles qui regorgent de plusieurs centaines de détenus politiques. Privés des visites directes de leurs proches, des soins médicaux, de leurs droits à l'information et à l'éducation, régulièrement intimidés et exposés à toutes formes de sévices et d'agression de la part des gardiens; les détenus politiques se trouvent très souvent dans l'obligation de mener des actions -dont la grève de la faim- pour protester contre leurs conditions de détention.□

CASABLANCA : L'AMERE REALITE

Sur l'ensemble de l'activité des industries marocaines, la ville de Casablanca intervient à hauteur de 50 %. C'est dire que les travailleurs de notre capitale économique contribuent par leur effort à la moitié de la production industrielle du pays comme le rappelle le communiqué du 6 novembre 1993 émanant du secrétariat fédéral du P.A.D.S. pour cette région.

Parallèlement, ce sont ces mêmes travailleurs qui vivent dans les conditions les plus rétrogrades, avec souvent des horaires de 12 à 14 heures de travail par jour, privés de jours de repos, de protection sociale, dépourvus de logements décentes, régulièrement entassés dans l'insalubrité et enfin exposés à toutes formes d'entraves des droits de l'être humain les plus élémentaires.

Par ailleurs, la ville est fort connue pour le chômage en augmentation vertigineuse dans les quartiers populaires où il atteint quelquefois 70 % de la population.

Le communiqué du P.A.D.S. s'inquiète également de la promiscuité galopante qui caractérise Casablanca et de ses conséquences. Dans les années 80, on comptait un autobus pour 3000 habitants, aujourd'hui, il y en a un pour 5000 personnes. Au niveau des transports en commun, c'est incontestablement l'asphyxie ... qui va en s'aggravant.

Le prix du mètre carré est de 25000 DH dans le centre ville, 3000 DH dans les quartiers périphériques. Si les loyers se situent autour de 3000 DH, un ouvrier et un employé perçoivent, respectivement, dans le meilleur des cas des salaires de 2000 et de 3000 DH. Et, ce sont ces catégories professionnelles qui constituent précisément 80 % de la main d'oeuvre de la ville.

Aussi, la politique de privatisation n'a pas épargné le secteur de la santé, et à Casablanca, on recense un médecin pour 7000 habitants.

Comment s'étonner dès lors de la situation catastrophique qui règne dans les hôpitaux publics avec un nombre croissant de décès, notamment en maternité par manque, sinon absence, de moyens matériels et humains. □

GREVE GENERALE DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Entre 90 et 100 % de l'ensemble des salariés du secteur bancaire ont répondu favorablement à l'appel à la grève lancé par l'Union Marocaine du Travail (UMT) le 12 novembre 1993.

Cette action constituait un avertissement cinglant à l'adresse du groupement professionnel des banques marocaines (GPBM) dont le président perçoit des appointements équivalents à un salaire de 657 employés !

L'augmentation dérisoire de l'ordre de 300 DH accordée aux travailleurs de ce secteur est loin de répondre à leurs préoccupations et surtout à leurs revendications. Ils réclament, en l'occurrence :

- l'augmentation des primes sachant qu'un salarié qui travaille toute l'année durant, sacrifiant ses jours fériés, perçoit une compensation ridicule de quelques 80 DH ;
- la revalorisation de l'indemnité de logement à hauteur de 600 DH ;
- la revalorisation du statut des employés du secteur bancaire car nombreux sont ceux qui après 10 ans d'ancienneté ne connaissent la moindre promotion ...

Si la direction a réagi comme le fait habituellement le patronat marocain dans de pareils cas, en procédant aux menaces, aux intimidations, aux mutations abusives, ... ; le syndicat a précisé -quant à lui- qu'il s'agit là d'une grève préventive et que les actions continueront tant que les revendications des salariés ne seront pas satisfaites. □

S.O.D.E.A. : MOBILISATION GENERALE DES TRAVAILLEURS

La Société nationale d'exploitation agricole (SODEA) possède 60 mille hectares et emploie 23 mille salariés.

Depuis plus de 4 ans, elle ne s'acquitte plus de la couverture sociale des salariés, privant ces derniers de leurs droits, en particulier les retraités.

Dans la perspective d'une prochaine privatisation, la SODEA a entamé un dur plan de licenciement, en plus d'une série de transactions douteuses permettant à certains affairistes d'acquérir déjà des exploitations agricoles appartenant à la société nationale, au moindre prix.

Les travailleurs affiliés au syndicat national de SODEA (U.M.T.) ont réagi par un large mouvement de lutte et de protestation.

Leur cahier de revendication comprend en particulier:

- le respect des droits syndicaux par l'ensemble des sections de la société;
- mettre un terme aux transactions illicites;

- la garantie d'un salaire minimum;
- la réduction du temps de travail à 8 heures au lieu de 9 et davantage ...

La direction a répondu à ces revendications élémentaires, par l'intimidation et la répression, procédant en particulier au licenciement abusif du délégué syndical chargé du dossier:

Dans un vaste mouvement de mobilisation et de coordination, les travailleurs s'apprêtent à mener une grève générale si la direction ne revient pas sur ses décisions répressives, tout en donnant suite aux revendications posées.

"NOUVEAU" GOUVERNEMENT:

ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE !...

Dans notre numéro du mois d'octobre sous le titre, "le Parlement Marocain : une équation à paramètres ajustables", nous avons largement abordé les manoeuvres du pouvoir visant à constituer une équipe gouvernementale à partir d'une "majorité" façonnée, issue d'un Parlement désigné, sur la base d'un mode de scrutin fondamentalement truqué ...

Plusieurs semaines après les "élections" du 18 septembre 1993, le Maroc se voit enfin doté d'un Gouvernement qui ... reconduit pour l'essentiel l'équipe précédente. Seize anciens ministres ont retrouvé en effet un portefeuille dans ce Gouvernement.

On y retrouve bien entendu l'ancien Premier Ministre Karim ELAMRANI à la tête du Gouvernement, Driss BASRI promu Ministre d'Etat toujours à l'Intérieur et à l'Information, Abdelatif FILALI aux Affaires Etrangères, etc...

Les négociations avec les partis dits de la "Koutla" qui ont soi-disant "remporté" la première partie des élections (2/3 des élections au suffrage direct) et les manoeuvres ont en fin de compte accouché d'une souris !

Au regard de la liste des membres de ce Gouvernement, une autre remarque flagrante s'impose. Il était question pour le pouvoir de présenter une image crédible du pays, à même d'attirer la sympathie des pays occidentaux, leur adhésion et d'encourager les investissements étrangers.

C'est ce qui explique la nomination d'un Ministre Délégué chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature auprès du Ministre de l'Intérieur ; celle de Driss JETTOU au Commerce et à l'Industrie, personnage connu pour avoir participé à la conférence "Paix 2000" et pour ses relations avec les milieux d'affaires israéliens ; de Morad CHARIF au Commerce Extérieur qui a "fait ses preuves" à l'ONA (Omnium Nord-Africain), groupe contrôlé complètement par le pouvoir et qui se distingue par sa mainmise sur l'essentiel des richesses du pays et son hégémonie sur l'ensemble de son économie.

La nomination d'un marocain de confession israélite comme Ministre du Tourisme fait également partie de cette stratégie.

Il s'agit donc bel et bien d'un Gouvernement "gadget", car le vécu et le lot quotidien du peuple marocain en terme de problèmes d'emploi, de santé, de logement, d'éducation, de libertés individuelles et collectives ... ne trouveront pas de réponse avec une telle configuration. C'est dire que ces problèmes se poseront avec autant sinon davantage d'acuité.

L'opinion internationale en général, et les forces démocratiques en particulier ne sont pas dupes. De même pour les acteurs économiques, pour qui l'intervention financière et l'investissement se conjuguent avec la stabilité qui garanti le retour d'investissement, et avec la démocratie en dernière analyse ...

Après la campagne de désinformation menée autour de la prétendue authenticité des dernières élections, la simple formation de ce Gouvernement donne incontestablement une idée précise de la vraie (et inchangée) nature du pouvoir...